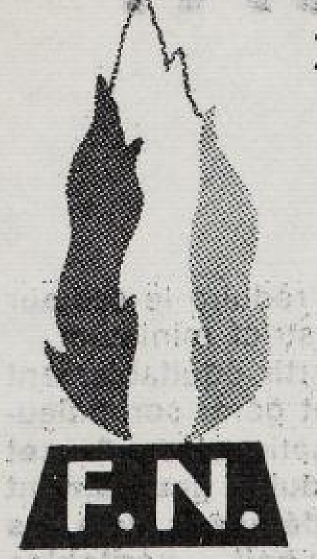
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — Liberté - Égalité - Fraternité

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 4 et 11 MARS 1973

7e CIRCONSCRIPTION DES BOUCHES-DU-RHÔNE



FRONT NATIONAL

Pour une droite Sociale, Nationale et Populaire

... Parce que la droite française, celle qui pense que chaque homme, chaque femme, a envers sa Patrie, sa communauté, sa famille, plus de devoirs que de droits ; Celle qui demeure attachée à la liberté d'entreprendre, à la propriété individuelle, à la responsabilité sociale, cette droite là est depuis de trop nombreuses années réduite au silence, et que ces élections sont pour elle la chance nouvelle de faire entendre sa voix, sans équivoque et aussi sans complexe.

... Parce que le Front National ne peut admettre que **LA VIE POLITIQUE FRANÇAISE SOIT REDUITE A L'ODIEUSE ALTERNATIVE DU COMMUNISME TROMPEUR ET DU GAULLISME DECADANT ; LE FRONT NATIONAL SEUL PERMET DE REJETER LE REGIME DES BANQUES, COMPLICE DU REGIME DES SOVIETS ET DE MONTRER AU PAYS UNE VOIE ORIGINALE POUR SON AVENIR ET SON PROGRES.**

CAR :

C'est la majorité qui a réalisé en grande partie le programme du parti communiste, en Indochine et en Afrique du Nord, qui a aligné notre politique étrangère sur celle de l'U.R.S.S., fait voter, sous le nom de loi Edgar Faure, le vieux projet Langevin-Vallon, que le même gouvernement M.R.P. socialo-communiste de 1946 n'osa pas faire adopter.

C'est la majorité qui a livré l'université et les lycées à la gabegie, à l'anarchie, au désordre.

C'est la majorité qui a amené le drapeau tricolore partout où il flottait dans le monde.

C'est la majorité qui subventionne les syndicats marxistes et traite d'égale à égale avec la C.G.T. communiste.

C'est la majorité qui laisse envahir le pays par une immigration incontrôlée, menace aujourd'hui pour l'emploi, pour la sécurité, pour la santé des Français, demain pour l'indépendance de la France et pour sa défense nationale.

ET CELA EST VRAI A MARSEILLE, PLUS QU'AILLEURS ENCORE PEUT-ETRE !

C'est la majorité qui n'ose plus faire respecter la loi, qui la laisse discuter, bafouer, moquer, qui abandonne les fonctionnaires à l'opprobre de la canaille, le patrimoine national aux capitaux étrangers, les travailleurs aux calculs intéressés des banquiers et des affairistes.

C'est la majorité qui ne gouverne plus que la décadence, sous les bravos hystériques de l'intelligentsia de gauche.

C'est la majorité qui, par ses reniements et ses scandales, a perdu la confiance de la jeunesse, qui se détourne écœurée et disperse ses forces d'enthousiasme dans des contestations stériles.

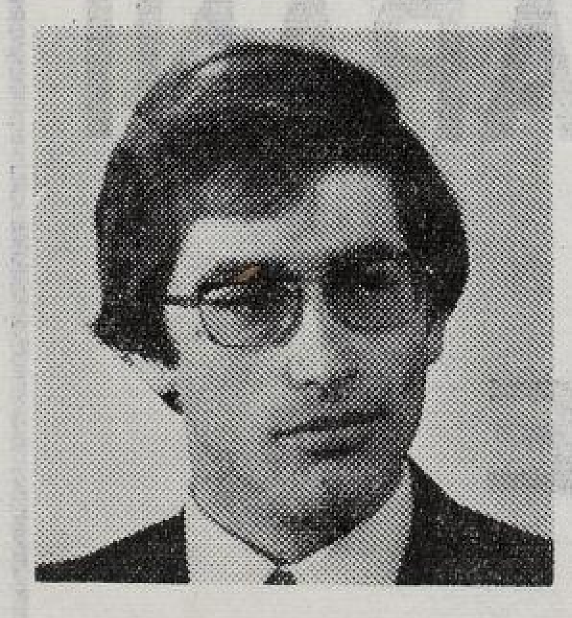
C'est la majorité qui, enfin, ayant amené le parti communiste plus près du pouvoir qu'il ne l'a jamais été, crie au loup en désignant, Marchais, alors que c'est elle qui lui a donné les clés de la bergerie.

Autrement dit, à peu près dans tous les domaines, la majorité a trahi la volonté de ses électeurs. Elle doit donc être sanctionnée et chassée du pouvoir. Avec le Front National, affirmez cette volonté de salubrité publique.

CANDIDAT :

J.-B. CIANFARANI

31 ans - Diplômé de Sciences Po
Ancien prisonnier politique

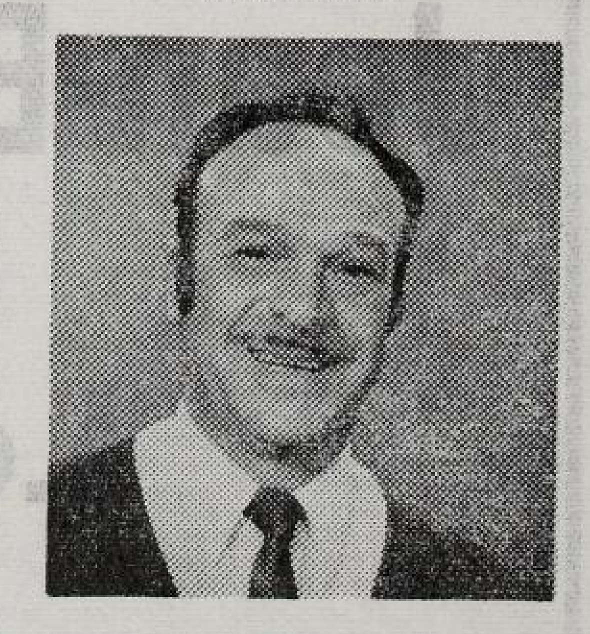


POUR LA DÉFENSE DES FRANÇAIS

SUPPLEANT :

Louis DUBESSE

51 ans - Marié
Artisan Taxi



VU, LE CANDIDAT.

Imprimerie Brugnot - Marseille

LE SENS DE NOTRE COMBAT

LE SENS DE VOTRE VOTE

LA FAMILLE

Nous refusons toutes les attaques pernicieuses dont sont l'objet les familles françaises de la part de pseudo éducateurs. Si l'instruction de l'enfant se fait à l'école, son éducation dépend de la famille.
Nous nous opposons à ce que l'Etat finance les futurs fonctionnaires de la stérilisation familiale avec les excédents des allocations familiales.
Nous nous opposons à la « démission des parents ». Il n'y a que la gauche pour s'étonner, presque s'indigner que 80 % des jeunes gens se sentent à l'aise dans leur famille et respectent leur père sans procéder chaque matin à son meurtre rituel.
Nous voulons renforcer et protéger la famille contre toutes les manœuvres délibérées qui visent à sa destruction.

L'ENSEIGNEMENT

Nous voulons une éducation nationale digne de ce nom, libérée de l'emprise communiste ou anarchiste.
Nous rétablirons dans nos Facultés, nos lycées, nos collèges, nos écoles, la discipline et le respect des maîtres sans quoi il n'est pas de travail fécond. **Nous rendrons** aux enseignants la dignité et l'autorité qui conditionnent leur vocation. **Nous restaurerons** l'esprit civique dans l'enseignement.
Nous dénonçons la politique à l'Université, l'orientation étatique autoritaire, les folies de la pédagogie libertaire ; le massacre de la langue française, la pornophilie prétendue éducation sexuelle, l'instabilité des programmes, la centralisation bureaucratique.
Nous imposerons l'abrogation de la loi Edgar Faure, destructrice de l'Université et de la culture française traditionnelle.

LE TRAVAIL

Le droit de grève est sans doute sacré. Il ne l'est pas davantage que **le droit au travail** qui fonde tous les autres. Nous défendrons le droit du consommateur de s'éclairer et de se chauffer, le droit du téléspectateur de recevoir son programme — fût-il médiocre.
Le droit de percevoir un salaire décent est aussi sacré. Il ne doit pas l'être davantage que le droit de l'entreprise à survivre. Bas ou hauts, les salaires s'arrêtent les jours de licenciement collectif. Le chômage reste le plus horrible des maux. Nous proposerons nos solutions pour une juste indemnisation des victimes de la mutation économique. Car le chômage menace les familles dans leur existence.
Les bonnes entreprises font les bons salaires. L'Etat reste le plus mauvais employeur. Dans son programme, la gauche a mis la collectivisation, l'étatisation, au détour de chaque alinéa, par le biais des comités d'entreprise. C'est une folie suicidaire.
L'équilibre social réside au sein d'entreprises responsables dans lesquelles les cadres sont associés aux responsabilités de décision, où les travailleurs sont concertés pour tout ce qui touche à leur formation, à leur promotion, à leur avenir.

LA NATION

Toute notre action politique est au service de la nation. La nation fonde toutes nos libertés comme notre sécurité.
Pour tout ce qui est bénéfique à la nation, contre tout ce qui lui est nuisible. Telle est notre exigence.
L'Etat National exige des citoyens l'égalité des devoirs et des sacrifices. Il doit leur assurer en retour l'égalité des chances et des droits.
L'Etat National refuse à la naissance et à la fortune, le droit à la direction et au commandement. La seule hiérarchie qu'il reconnaisse est celle qui est basée sur l'intelligence, le talent, la volonté, le courage, le mérite.
L'Etat National est l'arbitre suprême de l'intérêt général. Ses fonctionnaires sont au service de la collectivité.
L'Etat National n'est soumis à aucune oligarchie qu'elle soit religieuse, politique, économique, philosophique ou autre.
L'Etat National doit se consacrer à ses fonctions essentielles. Il perd son autorité et son prestige dans des tâches subalternes. Il convient donc de réduire le secteur public et nationalisé au strict minimum.
L'Etat National doit répartir équitablement les charges communes et gérer scrupuleusement les finances nationales. **A cet égard, il se doit de réduire grandement les "impôts" abusifs, déguisés, tels les patentes ou les droits au bail — véritables escroqueries légalisées — et de supprimer au plus vite une TVA que rien ne justifie, sinon un despotisme financier ou une excuse à l'incurie.**

L'Etat National doit protéger la propriété individuelle, la base de la liberté individuelle et la responsabilité sociale.
L'Etat National doit veiller à l'indépendance de l'information sans laquelle la démocratie est un piège et la République, une tyrannie déguisée.

L'EUROPE

L'Europe a été et reste notre espoir. Nous sommes résolument pour une confédération européenne. Rien, pas même une défense nationale vigilante, ne se maintiendra sans la mise en commun des moyens des Etats Européens.
Nous ne nous opposons à aucune « détente ». Mais il faut être forts et unis pour se permettre les concessions nécessaires qu'elle implique. Et toujours se rappeler que les canons aussi ont leur détente. Rien ne nous permettra jamais de croire que les Etats communistes ont renoncé à leur rêve d'hégémonie qui vise en priorité les nations industrielles de l'Europe.
Nous sommes pour des abandons limités de souveraineté. Construire un seul avion à plusieurs, implique obligatoirement un abandon de souveraineté, sinon c'est l'anarchie ou l'échec tel que celui de la fusée Europa.
Il n'y a plus que Monsieur Debré en France pour croire que nous sommes capables de tout faire tous seuls. Nous ne serons pas de ceux qui lui reprochent les milliards du budget de la défense nationale. Mais nous lui reprochons de gaspiller ces milliards sans assurer une défense qui passe par la défense coordonnée de l'Europe.

VOTEZ

Jean-Baptiste CIANFARANI

31 ans - Diplômé de Sciences Po
Ancien prisonnier politique

Louis DUBESSE

51 ans - Marié
Artisan Taxi